

Burundi : Inquiétude avant le cycle électoral

La Libre Belgique, 29/03/2010 Marie-France Cros - Envoyée spéciale à Bujumbura Dissensions dans le parti au pouvoir sur la candidature à la présidence. La tension règne au Burundi, alors que doit commencer en mai un nouveau cycle électoral - les premiers "deuxièmes scrutins" de l'histoire du pays - avec des communales le 21 mai, des présidentielles le 28 juin, des législatives le 23 juillet, des sénatoriales (indirectes) le 28 juillet et des collinaires (les collines sont le plus petit territoire) le 7 septembre. Les élections générales de 2005, qui sanctionnaient la fin d'une guerre civile de dix ans (qui se prolongea jusqu'en 2008 dans la province de Bujumbura rural), avaient donné une très nette victoire à l'ancien régime CNDD-FDD, au détriment du parti hutu pacifiste Frodebu, embourbé dans de nombreuses affaires de corruption.

Cette fois, on s'attend à un éclatement du paysage politique, et cela pour trois raisons : l'implication du parti au pouvoir CNDD-FDD dans de nombreuses affaires de corruption, lui aussi, l'entrée dans le jeu politique de l'ex-général hutu dont les partisans passent pour avoir voté Frodebu en 2005 et l'émergence de nouveaux partis. Ces derniers sont essentiellement l'UPD, dissidence du CNDD-FDD regroupant les partisans de l'ex-homme fort du parti, Hussein Rajabu aujourd'hui déchu, ainsi que des intellectuels frustrés de n'avoir pas obtenu le poste qu'ils souhaitaient. Et le ancien journaliste vedette Alexis Sinduhije, qui s'est fait connaître en dénonçant les scandales de corruption relayés par une ONG qui s'est fait une spécialité d'enquêter sur ces sujets, l'Observatoire de la lutte contre la corruption malversations (Olucom), dont le vice-président a été tué il y a un an sans que la police ne trouve ses assassins. Si beaucoup prévoient des résultats obligeant à former un gouvernement de coalition, tout le monde attend les élections communales de mai pour voir dans quel ordre se placeront les partis. En attendant, la tension est notable. Beaucoup s'inquiètent ainsi des activités des mouvements de jeunesse du CNDD-FDD et du FNL, qui se sont déjà heurtés. Ce parti au pouvoir annonce faire "du sport" - mais avec des gourdis et des chansons provocantes pour les partis rivaux; le porte-parole de la police a demandé publiquement qu'il soit "encadré", sans réaction du ministre de l'Intérieur CNDD-FDD. Quant au FNL, il a combattu jusqu'en 2008 et on le soupçonne d'avoir gardé des caches d'armes. source de tension : la mésentente au sein du parti au pouvoir. Ce dernier est beaucoup moins populaire que le président Pierre Nkurunziza, un populiste pratiquement en campagne électorale - aux frais de l'Etat - depuis 5 ans. Alors que le chef de l'Etat s'attendait à être désigné automatiquement candidat à la présidentielle par son parti, un récent sein des instances dirigeantes du CNDD-FDD sur ce thème ne l'a placé qu'en 3^e position, derrière le président sortant, Gervais Rufyikiri, généralement apprécié, et celui du parti, Jérôme Ngendakumana. Du coup, le candidat officiel du parti au pouvoir n'est toujours pas connu et, selon la presse burundaise, M. Nkurunziza aurait menacé de créer son propre parti s'il n'était pas le candidat du CNDD-FDD. Autre source de tension : les forces de l'ordre. La police, chargée de surveiller les scrutins, étant notoirement pro-CNDD-FDD, l'armée, considérée comme neutre (elle est formée de l'ancienne armée tutsie et plusieurs ex-mouvements rebelles hutus) a annoncé qu'elle participerait à la surveillance. L'armée elle-même est secouée par des mouvements de revendication corporatistes, qui ont poussé le ministre de la Défense à mettre en garde : "Si cette crise perdure, cela peut précipiter ce pays dans le gouffre".